

DOUVRIN

La CGT dénonce la baisse d'activité à la Française de Mécanique

Le syndicat qui s'était refusé à signer les accords de compétitivité de l'entreprise tape une nouvelle fois sur la table et dénonce la politique menée à la FM

Il est loin le temps du moteur Douvrin qui venait équiper les Renault 20 de l'époque. C'est un temps que la CGT, et certainement beaucoup d'autres, regrettent. La Française de Mécanique (FM), sous le coup d'un plan de sauvegarde de l'emploi visant à réduire de 1 000 le nombre d'employés à l'horizon 2017 sur le site, voit son avenir s'assombrir davantage selon les syndicalistes. « Déjà à la fin de l'année, nous aurons atteint les 1 000 postes supprimés », soutient Alain Labarre, secrétaire CGT à la FM.

L'homme soutient aussi le désintéressement de la part de PSA de ses lignes de productions douvrinoises au profit de l'usine de Temery, en Lorraine. Ici, nous sommes à 40 % d'activité. Là-bas, c'est 70 %. Nous sommes pour un partage égal des productions. »

Une situation qui ne vient pas arranger les choses lorsque la direction annonce des objectifs vus à la baisse. Sur les différents moteurs produits sur le site, « on visait un million de pièces en 2018, aujourd'hui, on nous dit que ça serait plutôt 800 000. »

Un paradoxe incompréhensible

Des objectifs revus à la baisse mal-



Les décisions prises sur la gestion du site inquiètent les syndicalistes.

gré l'annonce du nouveau moteur DVR de chez PSA, qui viendra remplacer les pièces plus anciennes actuellement produites d'ici 2017. « On

nous dit qu'il faut rester positif, que ça va aller, mais on nous annonce des baisses des chiffres constamment », dénonce le syndicat. À cela s'ajoute

aussi le désengagement de Renault sur le site et la fin de la production de son moteur D, qui équipe notamment les Dacia Logan.

Des locaux vidés

Dernière ombre au tableau alors que la commission économique de l'entreprise se réunit cette semaine : l'annonce de PSA de l'ouverture d'une usine de production au Maroc. Un nouveau choix qui ne laisse rien présager de bon. « Les choix du groupe menacent l'avenir de notre site. On ne nous le dit pas, mais rien n'est fait pour relever l'entreprise. Plusieurs bâtiments ne sont plus utilisés,

« Nier que la FM va peut-être fermer du jour au lendemain, ça serait n'importe quoi. »

certaines vont être loués ou vendus. »

Dans cet enchaînement de décisions floues pour le site douvrinois, les syndicalistes présagent le pire : « Aujourd'hui, nier que la FM va peut-être fermer du jour au lendemain, ça serait n'importe quoi. Quand le couperet tombera, ça, personne ne peut le dire. »

LUCAS GELLÉ